HB5180.

ACCORD GENERAL DE COOPERATION

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

et

le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam,

ci-après désignés par « les parties contractantes » ;

Réaffirmant les principes de la Charte des Nations Unies et les règles du droit international, y compris l'égalité souveraine des Etats, ainsi que les valeurs démocratiques et le respect des droits de l'homme ;

Considérant le Programme de développement durable des Nations Unis et les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 ;

Considérant le Partenariat mondial pour une coopération au développement efficace de Busan, ainsi que l'engagement pris lors de la réunion de haut niveau en 2016 à Nairobi ;

Considérant la troisième Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue en 2015 en Ethiopie ;

Considérant les stratégies et les principes de la coopération de développement du Grand-Duché de Luxembourg ;

Considérant la Conférence des Nations-Unies sur le changement climatique, COP-21 et l'Accord de Paris en 2015 ;

Reconnaissant l'importance particulière qu'ils attachent à la protection de l'environnement dans le but d'arriver à un développement durable ;

Prenant en compte la nécessité d'instaurer l'égalité effective des chances et de traitement sans discrimination de genre, et de valoriser le rôle de la femme dans le processus de développement ;

Considérant que la lutte contre la pauvreté reste un des objectifs essentiels de la bonne gouvernance ;

Désireux de resserrer les liens d'amitié existant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Socialiste du Vietnam, de coopérer sur un pied de parfaite égalité et de fixer le cadre général de leur coopération au développement et de financement climatique, sont convenus de ce qui suit :

Article I

Les relations de coopération au développement entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Socialiste du Vietnam, de même que toutes les dispositions du présent Accord général de coopération, se fondent sur le respect de la souveraineté et l'indépendance nationales, des principes démocratiques, des Droits de l'Homme, de l'État de droit et à la bonne gestion des affaires publiques, qui inspirent les politiques internes et internationales des deux pays et qui constituent un élément essentiel du présent Accord.

Avec cet Accord les parties contractantes décident d'organiser leur coopération de développement entre les deux parties, en ligne avec les dispositions prises dans cet Accord.

Article II

Le Grand-Duché de Luxembourg et la République Socialiste du Vietnam s'engagent dans le cadre de leur coopération à accorder priorité aux projets destinés à satisfaire les besoins fondamentaux de la population la plus défavorisée.

La satisfaction des besoins essentiels, la promotion du développement social et les conditions d'une répartition équitable des fruits de la croissance sont favorisés. Le développement des capacités, la gestion axée sur les résultats, et l'amélioration du cadre institutionnel nécessaire à la bonne gouvernance et à la cohésion sociale, au fonctionnement d'une société démocratique et d'une économie de marché ainsi qu'à l'émergence d'une société active et organisée avec la large participation de la population font partie intégrante de cette approche. Les questions d'égalité de genre sont systématiquement prises en compte dans tous les domaines politiques, économiques ou sociaux. Les principes de gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement sont appliqués et intégrés à tous les niveaux du partenariat.

Article III

En accord avec leur loi nationale, les deux parties contractantes confient aux entités ci-dessous la responsabilité de coordination, de planification et de mise en œuvre des projets et programmes de développement dans le cadre de cet accord.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg, l'entité compétente est le Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg.
Dans certains cas, dans le cadre de projets du financement climatique, l'entité compétente est le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Pour la République Socialiste du Vietnam, l'entité compétente est le Ministère du Plan et de l'Investissement du Vietnam.

Article IV

Les dispositions du présent Accord s'appliquent aux projets de coopération au développement et aux projets de financement climatique. Elles s'appliquent aux projets financés par le Gouvernement luxembourgeois, incluant le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le Ministère des Finances, ainsi que tout autre Ministère luxembourgeois, et mis en œuvre par une instance gouvernementale, une agence d'exécution, une organisation non gouvernementale ou un agent de la coopération mandatés par le Gouvernement luxembourgeois.

Article V

La coopération visée peut revêtir les formes suivantes :

- Le soutien financier pour la mise en œuvre de projets et/ou programmes de coopération ;
- La mise à disposition d'assistance technique, de personnel qualifié et d'experts ;
- Toute autre forme de coopération, arrêtée d'un commun accord entre les parties contractantes.

Article VI

Afin de faciliter la coordination et la mise en œuvre journalière des activités qui sont mis en place dans le cadre de cet accord, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg délègue la supervision journalière des projets et des programmes aux représentants responsables pour la coopération au développement situés à l'Ambassade à Vientiane.

Article VII

Les parties mènent, de façon régulière, un échange global, équilibré et approfondi. Cet échange a pour objectif de communiquer des informations, d'encourager la compréhension mutuelle ainsi que de faciliter la définition de priorités et de principes communs, en particulier en reconnaissant les liens existant entre les différents aspects des relations nouées entre les parties et entre les divers domaines de la coopération prévus par le présent Accord.

L'échange porte sur l'ensemble des objectifs et finalités définis par le présent Accord ainsi que sur toutes les questions d'intérêt commun.

Article VIII

Les parties contractantes s'engagent à créer un dialogue bilatéral de coopération. Ce dialogue se tiendra une fois par an, soit au niveau ministériel soit au niveau des hauts fonctionnaires. Son lieu de réunion sera alternativement Hanoi et Luxembourg. Les parties peuvent convenir d'un lieu différent pour le dialogue bilatéral de coopération.

Article IX

Le dialogue bilatéral de coopération a comme objet :

1) de contribuer au renforcement des relations en matière de coopération et de procéder à une évaluation globale de ces relations;
2) de définir les orientations à donner aux relations de coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines social, culturel, scientifique, technique, économique et financier, environnemental et du climat ;
3) de décider les grands axes d'intervention de la coopération ;
4) d'assurer le suivi et la bonne gestion des projets de coopération ;
5) de s'occuper de toute question ou affaire pouvant intéresser la coopération entre les deux pays ;
6) de promouvoir le dialogue tel que défini à l'article VII du présent Accord.

Article X

Le dialogue bilatéral est présidé par les Ministres chargés de la coopération. Les Ministres peuvent déléguer pour une session déterminée la présidence du dialogue à des hauts fonctionnaires. Les Ministres sont assistés d'experts de différents Ministères.

Afin de se faire assister dans ses travaux, le dialogue peut inviter, en cas de besoin et après approbation des parties contractantes, des représentants d'institutions et d'organisations internationales œuvrant dans le cadre de la coopération au développement.

Article XI

Tout projet ou ensemble de projet fait l'objet, en vue de sa réalisation, d'un Protocole d'accord qui précise les obligations à respecter par les parties contractantes. A chaque Protocole d'accord est annexé le descriptif du projet ou de l'ensemble de projets,

préalablement approuvé par les deux parties contractantes.

Article XII

Les contributions des parties contractantes sont définies de la manière suivante:

XII.1 Contributions du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

XII.1.1. Prendre en charge tous les engagements et activités définis dans le descriptif de projet qui fait partie intégrante du Protocole d'accord qui est signé pour chaque projet.

XII.1.2. Prendre en charge tous les frais qui découlent de l'affectation et de l'activité du personnel mis à disposition par le Grand-Duché de Luxembourg.

XII.1.3. Fournir au personnel mis à disposition par le Grand-Duché de Luxembourg les équipements et le matériel professionnel (véhicules inclus) dont il a besoin pour effectuer son travail dans le cadre du projet.

XII.2. Contributions du Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam

XII.2.1. Prendre en charge toutes les activités définies dans le Protocole d'accord comme contrepartie de la République Socialiste du Vietnam. Le montant de cette contrepartie, si elle existe, est détaillé dans le Protocole d'accord.

XII.2.2. Désigner et prendre en charge le personnel nécessaire à la réalisation des projets. Ce personnel travaillera en coordination avec le personnel mis à disposition par le Grand-Duché de Luxembourg. La partie vietnamienne garantit la disponibilité de ce personnel.

XII.2.3. Mettre à disposition les terrains, équipements, matériels et ressources humaines et réaliser les démarches administratives et juridiques nécessaires à l'accomplissement des obligations de la République Socialiste du Vietnam définies dans le Protocole d'accord.

Article XIII

Afin de faciliter la réalisation des projets s'inscrivant dans le cadre du présent Accord, le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam :

- Tous les droits de douane se réalisent selon les règlements dans la République Socialiste du Vietnam ; les bureaux de douane facilitent le processus d'accomplissement des formalités douanières.

- Les exonérations fiscales (si applicable) se réalisent selon les règlements en vigueur de la République Socialiste du Vietnam. Le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam exonère tous les contrats de travaux, services professionnels, équipements et fournitures réalisés dans le cadre de projets de coopération de tous les droits de douane, taxes et impôts (incluant la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe d'importation, la taxe d'exportation, la taxe d'accise), frais publiques et autres contributions en conformité avec les règlements en vigueur dans la République Socialiste du Vietnam.

- Ces acquisitions et contrats se réalisent selon les lois et règlements en vigueur dans le domaine de la coopération au développement dans la République Socialiste du Vietnam et selon les procédures définies par le gouvernement luxembourgeois.

- Concède au personnel étranger mis à disposition pour l'exécution des projets par le Grand-Duché de Luxembourg et aux membres de leurs familles les privilèges et exonérations selon les lois et règlements en vigueur dans la République Socialiste du Vietnam.

- Délivre sans frais et sans délais les visas d'entrée en République Socialiste du Vietnam et tout autre document nécessaire à l'entrée sur le territoire, tel que des permis temporaires de séjour, tout ceci en conformité avec la loi en vigueur en la matière.

Article XIV

Le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam facilitera en matière institutionnelle et juridique le règlement de toute demande en dommages et intérêts introduite par un tiers en réparation des actes commis par le personnel étranger mis à disposition par le Grand-Duché de Luxembourg dans l'exercice de ses fonctions, à condition que le dommage n'ait pas été causé volontairement, par dol ou par négligence grave.

Article XV

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature. L'Accord restera en vigueur pour une durée de 4 ans. Il sera reconduit par après tacitement d'année en année, à moins qu'il n'y ait été mis fin par l'une ou l'autre des parties contractantes, moyennant notification écrite donnée au moins six mois avant l'expiration de l'année en cours.

Les dispositions du présent Accord sont également applicables aux projets déjà en voie d'exécution au moment de la signature de cet Accord.

Les parties contractantes s'engagent à résoudre à l'amiable par la voie diplomatique tout différend qui pourrait apparaître dans l'application du présent Accord.

En cas d'expiration de l'Accord, les parties contractantes acceptent que les projets alors en cours d'exécution soient menés à leur terme.

Le présent Accord se substitue en totalité à l'Accord Général signé le 24 Septembre 2002.

Les parties contractantes peuvent, à tout moment, réviser ou modifier le présent Accord par consentement mutuel.

Fait à Hanoi, le 14 NOV. 2017 en 2 exemplaires originaux faisant également foi, dont chacun en langue française et en langue vietnamienne.

Pour le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam	Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg
Nguyen Chi Dung Minister of Planning and Investment	Romain Schneider Minister de la Coopération et de l'Action humanitaire

HIỆP ĐỊNH KHUNG VỀ HỢP TÁC

giữa

CHÍNH PHỦ ĐẠI CÔNG QUỐC LUXEMBOURG

Và

CHÍNH PHỦ NƯỚC CỘNG HOÀ XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM

Chính phủ nước Đại công quốc Luxembourg

và

Chính phủ nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam

Cả hai Chính phủ sau đây gọi tắt là " các bên kí kết Hiệp định"

Tái khẳng định các nguyên tắc của Hiến chương Liên Hợp quốc và các quy định của luật pháp quốc tế, bao gồm sự toàn vẹn lãnh thổ của các quốc gia cũng như việc tôn trọng các giá trị dân chủ và nhân quyền;

Xét đến Chương trình phát triển bền vững của Liên hợp quốc và các mục tiêu phát triển bền vững đến năm 2030;

Xét đến Đối tác toàn cầu về hợp tác phát triển hiệu quả tại Busan, cũng như cam kết tại cuộc họp cấp cao năm 2016 tại Nairobi;

Xét đến Hội nghị quốc tế lần thứ ba về hỗ trợ tài chính trong lĩnh vực phát triển diễn ra năm 2015 tại Ê-ti-ô-pia;

Xét đến các chiến lược và nguyên tắc hợp tác phát triển của Đại công quốc Luxembourg;

Xét đến Hội nghị của Liên hợp quốc về biến đổi khí hậu, COP-21, và Hiệp định Paris năm 2015;

Ghi nhận tầm quan trọng đặc biệt của việc gắn bảo vệ môi trường với mục tiêu phát triển bền vững;

Ghi nhận tính cần thiết của việc thiết lập hiệu quả sự bình đẳng cơ hội và đối xử không biệt giới, nâng cao vai trò của phụ nữ trong tiến trình phát triển;

Xét thấy cuộc đấu tranh chống nghèo đói là một trong các mục tiêu chính của quản trị chính phủ;

Với lòng mong muốn tăng cường và thắt chặt hơn nữa tình hữu nghị tốt đẹp sẵn có giữa Đại công quốc Luxembourg và nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam, hợp tác trên cơ sở bình đẳng hoàn hảo và tạo lập khung hợp tác chung về phát triển và hỗ trợ biến đổi khí hậu, đã nhất trí như sau:

Điều I

Mối quan hệ hợp tác phát triển giữa Đại công quốc Luxembourg và nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam, cũng như tất cả các điều khoản thoả thuận của Hiệp định khung về hợp tác này, dựa trên

sự tôn trọng chủ quyền và độc lập quốc gia, các nguyên tắc dân chủ, nhân quyền, nhà nước pháp quyền và quản trị tốt hành chính công, đó là các yếu tố cơ sở trong chính sách đối nội và đối ngoại của hai bên tạo thành một yếu tố thiết yếu của Hiệp định này.

Với Hiệp định này, các bên quyết định tổ chức sự hợp tác phát triển giữa hai bên tuân thủ theo các điều khoản ghi trong Hiệp định.

Điều II

Đại công quốc Luxembourg và nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam, trong khuôn khổ hợp tác của mình, thoả thuận dành ưu tiên cho các dự án đáp ứng các nhu cầu cơ bản của người dân yếu thế nhất.

Việc đáp ứng các nhu cầu thiết yếu, thúc đẩy phát triển xã hội và tạo điều kiện phân phối công bằng thành quả của tăng trưởng được hai bên ủng hộ. Nâng cao năng lực, quản lí dựa vào kết quả, cải thiện khung thể chế cần thiết cho quản trị tốt và hài hoà xã hội, hỗ trợ vận hành một xã hội dân chủ và một nền kinh tế thị trường, đáp ứng yêu cầu của một xã hội tích cực và có tổ chức, với sự tham gia rộng rãi của người dân là một bộ phận cấu thành của cách tiếp cận này. Các vấn đề bình đẳng giới được tính đến có hệ thống trong tất cả các lĩnh vực chính trị, kinh tế và xã hội. Các nguyên tắc quản lí bền vững nguồn tài nguyên thiên nhiên và môi trường được áp dụng và kết hợp ở mọi mức độ của đối tác.

Điều III

Tuân thủ theo luật quốc gia, hai bên uỷ quyền cho các cơ quan dưới đây chịu trách nhiệm điều phối và lập kế hoạch, thực hiện các dự án và chương trình phát triển trong khuôn khổ của Hiệp định này.

Đối với Đại công quốc Luxembourg, cơ quan có thẩm quyền là Bộ ngoại giao và châu Âu Luxembourg.
Trong một số trường hợp, trong khuôn khổ các dự án tài trợ về biến đổi khí hậu, cơ quan có thẩm quyền là Bộ phát triển bền vững và cơ sở hạ tầng.

Đối với nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam, cơ quan có thẩm quyền là Bộ Kế hoạch và Đầu tư Việt Nam.

Điều IV

Các điều khoản của Hiệp định này áp dụng cho các dự án hợp tác phát triển và các dự án hỗ trợ biến đổi khí hậu. Các điều khoản áp dụng cho các dự án được tài trợ bởi Chính phủ Luxembourg, bao gồm Bộ Ngoại giao và châu Âu, Bộ Phát triển bền vững và cơ sở hạ tầng, Bộ Tài chính, cũng như tất cả các bộ khác của Luxembourg, và được thực hiện bởi một cơ quan chính phủ, một cơ quan thực hiện, một tổ chức phi chính phủ hoặc một cơ quan hợp tác được uỷ quyền bởi Chính phủ Luxembourg.

Điều V

Hợp tác hai bên có thể có các hình thức sau:

- Ủng hộ tài chính đối với việc thực hiện dự án và/hoặc chương trình hợp tác;

- Cung cấp hỗ trợ kĩ thuật, nhân sự cấp cao và chuyên gia;
- Tất cả các hình thức hợp tác dựa vào thoả thuận chung của các bên tham gia.

Điều VI

Nhằm tăng cường phối hợp và thực hiện hàng ngày các hoạt động đề cập trong khuôn khổ Hiệp định này, chính phủ Đại công quốc Luxembourg trao quyền giám sát hàng ngày các dự án và chương trình cho đại diện chịu trách nhiệm về hợp tác phát triển thuộc Đại sứ quán tại Vientiane.

Điều VII

Các bên sẽ thường xuyên tiến hành các trao đổi cân đối, toàn diện, và chuyên sâu. Các trao đổi này nhằm mục đích cung cấp thông tin và khuyến khích việc hiểu biết lẫn nhau, cũng như tạo điều kiện xác định các ưu tiên và nguyên tắc chung, đặc biệt thông qua việc xem xét các mối quan hệ sẵn có giữa các mặt khác nhau trong mối quan hệ của các bên và trong các lĩnh vực hợp tác khác nhau được nêu trong Hiệp định.

Việc trao đổi bao gồm tổng hợp các mục tiêu và mục đích được xác định tại Hiệp định này cũng như tất cả các vấn đề về lợi ích chung.

Điều VIII

Các bên cam kết tạo ra đối thoại song phương về hợp tác. Đối thoại này được thực hiện mỗi năm một lần, hoặc ở cấp bộ hoặc ở cấp quan chức cấp cao. Nơi diễn ra các cuộc họp luân phiên xen kẽ là Hà Nội và Luxembourg. Các bên có thể thoả thuận một địa điểm khác để tiến hành đối thoại song phương về phát triển.

Điều IX

Đối thoại song phương về hợp tác nhằm mục đích:

1) Đóng góp vào việc tăng cường quan hệ trong lĩnh vực hợp tác và tiến hành việc đánh giá tổng thể các mối quan hệ này;
2) Đưa ra các định hướng đối với quan hệ hợp tác giữa hai nước, chủ yếu trong các lĩnh vực xã hội, văn hoá, khoa học, kĩ thuật, kinh tế và tài chính, môi trường và khí hậu;
3) Quyết định các nội dung hoạt động lớn trong hợp tác phát triển;
4) Đảm bảo sự theo dõi và quản lí tốt các dự án phát triển;
5) Quan tâm tất cả các vấn đề hoặc công việc thu hút sự hợp tác giữa hai nước;
6) Xúc tiến đối thoại như được qui định tại điều VII của Hiệp định này..

Điều X

Đối thoại song phương do các Bộ trưởng về hợp tác chủ trì. Các Bộ trưởng có thể giao cho một bạn để chủ trì đối thoại ở cấp quan chức cấp cao. Các Bộ trưởng có sự hỗ trợ từ chuyên gia của nhiều Bộ khác nhau.

Đối thoại có thể mời đại diện của các cơ quan và tổ chức quốc tế có hoạt động trong hợp tác phát triển để hỗ trợ hoạt động của mình, trong trường hợp cần thiết và được sự đồng thuận của các bên.

Điều XI

Bất kì dự án hoặc nhóm dự án, để được thực hiện, đều phải thông qua một Nghị định thư qui định rõ các nghĩa vụ mà các bên tham gia kí kết phải tôn trọng. Mỗi Nghị định thư bao gồm phụ lục mô tả dự án hoặc nhóm dự án với sự phê duyệt trước đó của cả hai bên.

Điều XII

Đóng góp của các bên được qui định như sau:

XII.1. Đóng góp của Chính phủ Đại công quốc Luxembourg

XII.1.1. Chịu chi phí về các các cam kết và hoạt động qui định trong văn kiện dự án, là một phần phần của Nghị định thư được kí kết cho từng dự án.

XII.1.2. Chịu chi phí về việc bổ dụng và hoạt động nhân sự do Chính phủ Đại công quốc Luxembourg cử.

XII.1.3. Cung cấp các trang thiết bị nghề nghiệp (bao gồm cả phương tiện đi lại) cần thiết cho nhân sự do Chính phủ Đại công quốc Luxembourg cử để thực hiện nhiệm vụ trong khuôn khổ dự án.

XII.2. Đóng góp của Chính phủ nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam

XII.2.1. Chịu chi phí về tất cả các hoạt động qui định trong Nghị định thư như là phần đối ứng của nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam. Khoản tiền đối ứng, nếu có, được qui định chi tiết trong Nghị định thư.

XII.2.2. Cử và chịu chi phí về nhân sự cần thiết để thực hiện dự án. Nhân sự này sẽ làm việc phối hợp với nhân sự do phía Chính phủ Đại công quốc Luxembourg cử. Phía Việt Nam đảm bảo nhân sự này sẵn sàng cho công việc.

XII.2.3. Bố trí đất đai, trang thiết bị, tài sản và nguồn lực con người và tiến hành các thủ tục hành chính và luật pháp cần thiết để hoàn thành các nghĩa vụ do Chính phủ nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam qui định trong Nghị định thư.

Điều XIII

Nhằm hỗ trợ việc thực hiện dự án đăng kí trong khuôn khổ của Hiệp định này, Chính phủ nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam đồng ý:

- Nghĩa vụ hải quan thực hiện theo quy định tại nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam; cơ quan hải quan tạo thuận lợi trong quá trình hoàn tất các thủ tục.
- Việc miễn thuế (nếu có) thực hiện theo quy định hiện hành của nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam. Miễn mọi nghĩa vụ hải quan, thuế (bao gồm thuế giá trị gia tăng, thuế xuất khẩu, thuế nhập khẩu, thuế tiêu thụ đặc biệt), phí và các đóng góp khác phù hợp với các qui định hiện hành tại nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam đối với tất cả các hợp đồng lao động, dịch vụ nghề nghiệp, trang thiết bị và đồ dùng thực hiện trong khuôn khổ các dự án phát triển. Việc mua sắm và kí kết hợp đồng được thực hiện theo luật và qui định hiện hành trong lĩnh vực hợp tác phát triển tại nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam và theo các thủ tục qui định của Chính phủ Luxembourg.

- Dành các quyền ưu tiên và miễn trừ theo luật và qui định hiện hành tại nước Công hoà xã hội chủ nghĩa Việt nam cho nhân sự nước ngoài do Chính phủ Luxembourg bổ nhiệm để thực hiện dự án và các thành viên gia đình họ.
- Cấp miễn phí và không chậm trễ đối với các thị thực vào nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam và tất cả các tài liệu cần thiết để vào lãnh thổ Việt Nam, như giấy phép tạm trú, tất cả những điều này phù hợp với luật pháp hiện hành.

Điều XIV

Chính phủ nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam hỗ trợ về mặt thể chế và pháp lí việc giải quyết các khiếu nại bồi thường thiệt hại do một bên thứ ba yêu cầu đối với các hành vi gây ra bởi nhân sự nước ngoài do Chính phủ Đại công quốc Luxembourg bổ nhiệm trong quá trình thực hiện nhiệm vụ của mình, với điều kiện thiệt hại gây ra không phải do cố ý, do man trá hoặc bất cẩn nghiêm trọng.

Điều XV

Hiệp định này có hiệu lực kể từ ngày kí. Thời hạn hiệu lực của Hiệp định là 4 năm. Hiệp định này mặc nhiên gia hạn từng năm một, trừ phi một Bên thông báo cho Bên kia bằng văn bản về ý định chấm dứt hiệu lực của Hiệp định 6 tháng trước khi kết thúc thời hạn một năm gia hạn đó.

Các điều khoản của Hiệp định này cũng áp dụng đối với các dự án đang thực hiện vào thời điểm kí kết Hiệp định.

Các bên cam kết giải quyết trên tinh thần hữu nghị bằng con đường ngoại giao mọi tranh chấp xảy ra trong việc thực hiện Hiệp định này.

Đến thời hạn hết hiệu lực của Hiệp định, các bên chấp nhận các dự án đang thực hiện được tiến hành cho đến hết thời hạn dự án.

Hiệp định này thay thế toàn bộ Hiệp định khung kí ngày 24 tháng 9 năm 2002.

Các bên có thể, tại bất kì thời điểm nào, xem xét và thay đổi nội dung Hiệp định bằng thoả thuận.

Làm tại Hà Nội, ngày 14 tháng 11 năm 2017, thành hai bản gốc, mỗi bản bằng tiếng Việt và bằng tiếng Pháp, các bản này đều có giá trị pháp lý như nhau.

Thay mặt Chính phủ nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam	Thay mặt Chính phủ Đại công quốc Luxembourg
Nguyễn Chí Dũng Bộ trưởng Bộ Kế hoạch và Đầu tư	Romain Schneider Bộ trưởng Hợp tác và Hoạt động nhân đạo